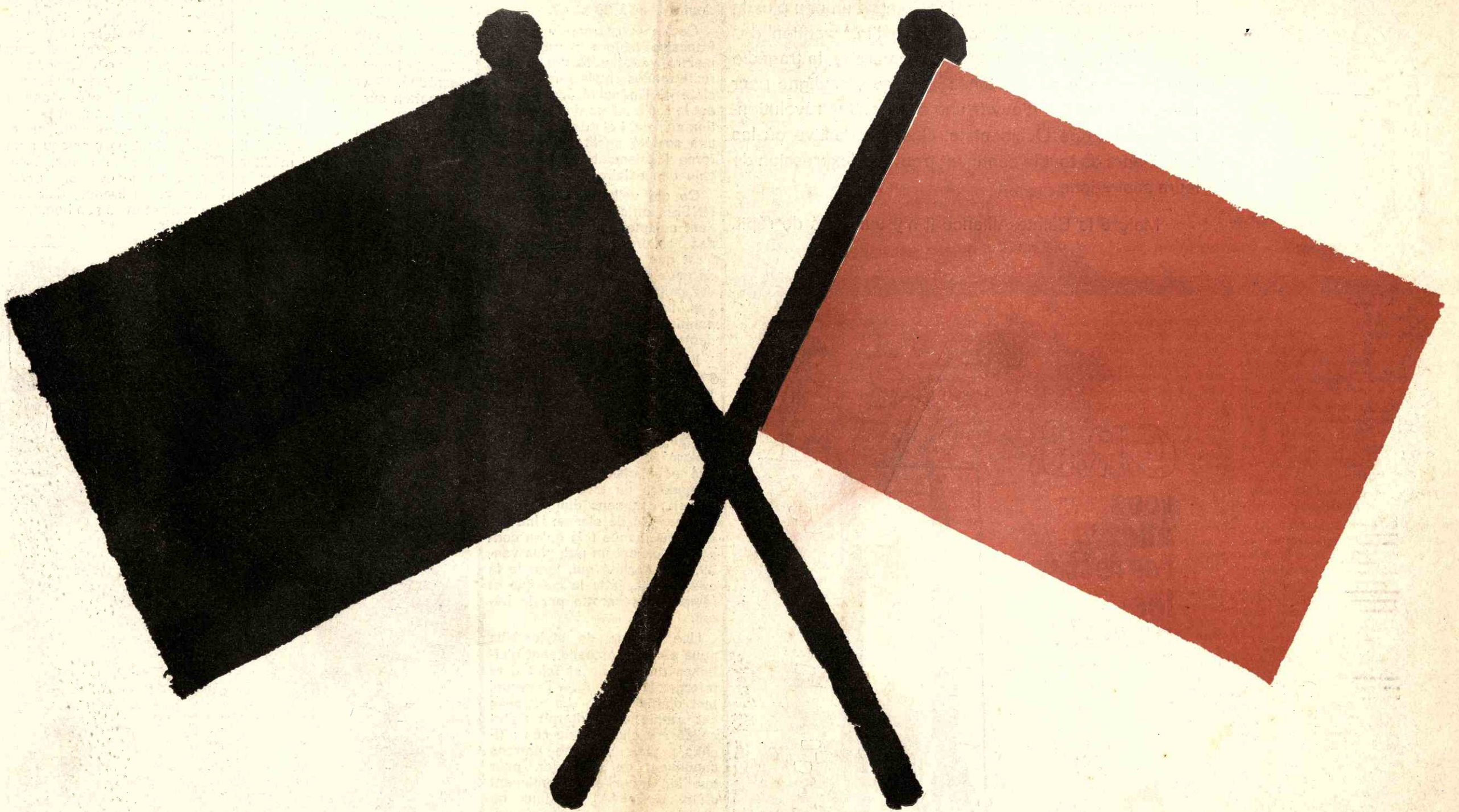


ACTION

N° 24 ● MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1968 ● PRIX : 0,50 F ● Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'U.N.E.F., du S.N.E.Sup. et des Comités d'Action Lycéens

GÉNÉRAL! NOUS VOILA!



LE DEUXIEME SOUFFLE

Au début des vacances les journaux bourgeois annonçaient un Octobre rouge, du ton de ceux qui crient « au voleur ! » sachant leur portefeuille en sécurité. Nous voici en septembre et leurs voix se sont tues. « France-Soir » préfère titrer sur huit colonnes « Eté pourri » et les radios s'extasient sur le retour des vacances sans trop d'accidents automobiles. C'est que le pays est sous tension.

Les usines viennent seulement de reprendre. Il est encore trop tôt pour voir comment vont s'organiser les luttes ouvrières cet automne. Même sans cela le gouvernement a fort à faire du côté de l'Education nationale. Entre Marcellin-le-bâton et Edgar Faure-la-carotte, le choix n'a pas encore été fait. Il n'est pas exclu que le pouvoir préfère user des deux en même temps ; mais quelles que soient ses préférences il a compris qu'il fallait lâcher du lest. Après, dans un premier temps, avoir emprisonné des militants, après avoir fait saisir « Action » il a, dans un second temps remis en liberté provisoire la plupart de ceux qui ont fait l'objet de poursuites.

Pour la même raison les forces de police ont, bien avant la rentrée, été retirées des facultés parisiennes. Le gouvernement ne pouvait pas faire autrement. Pendant toutes les vacances, bien que les initiatives proposées au début de l'été se soient soldées en général par des échecs, une mobilisation militante s'est maintenue. A Paris, même si leur fonctionnement est loin d'être parfait, plus de cinquante comités d'action sont restés en activité. L'abandon de la Halle aux Vins par la police a été l'occasion de tenir sur le champ un meeting qui a rassemblé 1 200 personnes, première application de la volonté de maintenir le débat politique dans l'université.

Cela veut dire que les luttes de la rentrée ne sont pas du ressort de ces états-majors que Marcellin veut poursuivre mais déjà, dans une large mesure, des milliers de militants qui doivent maintenant sous d'autres formes concrétiser les aspirations du printemps.

Ceux qui s'imaginent que la montée de la tension internationale va freiner notre lutte se trompent. Nous laisserons au P.C.F. le soin de rejoindre un peu plus la sociale-démocratie à l'occasion de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie. Au contraire, la tragédie que traverse le peuple tchécoslovaque, souligne pour nous, la nécessité d'ouvrir une perspective révolutionnaire en Europe Occidentale. Une perspective où les travailleurs de tout le continent trouvent l'expression de leurs aspirations.

Malgré la Sainte-Alliance il n'y aura pas de répit.

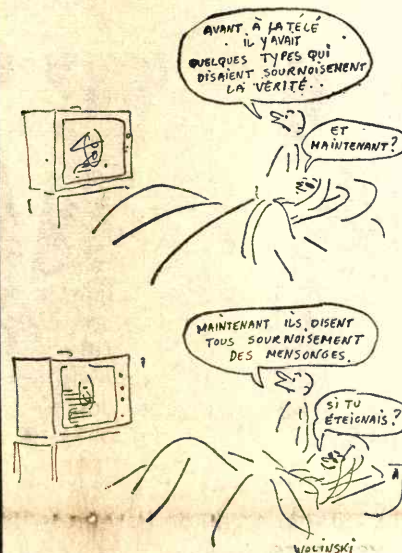
C.R.S.
vous allez regretter les pavés !..



Consommez plus vous vivrez moins

Prenez le montant de votre salaire, augmentez-le de 25 %, faites le total. Divisez ce total par le chiffre obtenu en ajoutant 1 (pour vous) à 0,7 (pour votre femme) et à autant de fois 0,5 que vous avez d'enfants. Vous obtiendrez ainsi ce que l'INSEE appelle le revenu mensuel en francs par unité de consommation. Les premiers résultats publiés d'une enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages français indiquent que c'est aux environs de 416 francs par mois qu'en 1965 se situait le plus souvent le revenu mensuel par unité de consommation qui donne une idée du revenu mensuel par personne !

Encore faut-il ajouter que ces 416 francs sont obtenus en ne considérant que les salaires non-agricoles. Même si les tomates ne poussent pas dans le métro chacun sait bien que les salaires agricoles sont encore plus bas. Mais plus encore que la faible valeur de ces 416 F ce qui est important c'est que cette enquête de l'INSEE vérifie, une fois de plus que l'éventail des revenus va de 100 francs par mois à plus de 2.000 francs



par mois soit un facteur 20. Compte tenu des salaires agricoles l'éventail s'ouvrirait sans doute jusqu'à 30 et 40.

Ceci montre que la société française, malgré la publicité et malgré ses laudateurs, est et reste fondamentalement une société où l'inégalité des revenus est la règle même de l'organisation sociale. Loin de mener vers une société égalitaire elle renforce l'étalement de la hiérarchie des salaires.

Ce qui voile les chiffres de l'INSEE, officiellement, qui rendent compte de la « hiérarchie des salaires non-agricoles » c'est que pour la mince frange de ceux qui ont plus de 2.000 F par mois les salaires n'en sont pas. Ils ne sont qu'un moyen parmi d'autres pour les possédants d'arrondir leurs revenus.

En effet, combien de patrons se trouvent dans la tranche des 100 francs par mois ? Les résultats ne sont pas connus, mais soyons-en sûrs : aucun. La société de consommation, malgré le modèle standardisé que popularise la presse hebdomadaire du jeune cadre qui réussit, est, sans doute aucun, une société de classe. Une société où chaque fois qu'on consomme on est un peu plus vendu. Une société qui, lorsque la crise éclate, jette le masque et remplace la carotte par le bâton.

Une marque de stylos-bille nous abreuve actuellement d'affiches dans Paris et feint d'interroger le passant : « Pourquoi tant d'affiches ? » La réponse est simple et mériterait d'être collée sur chacune de ces affiches : pour que les patrons continuent de posséder, pour que les travailleurs continuent d'être exploités. — Nous ne sommes pas à vendre ! Ecrivez-le sur leurs affiches avec n'importe quel stylo-bille ou crayon-feutre (ça se voit mieux).

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER
Grandes Imprimeries - Paris Centre -
142, rue Montmartre Paris (2^e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

U. S. A. : ÉLECTIONS PIÈGE A COCHONS

Vous êtes un bon Américain : patriote, intelligent, libéral. Vous avez confiance dans les institutions de votre pays. La démocratie américaine vous semble sinon parfaite, du moins supérieure en ceci qu'elle prévoit la consultation permanente des citoyens. Vous trouvez bien qu'on exagère un peu avec les sondages d'opinion, mais enfin, vous accueillez toujours gentiment la jeune fille qui vient vous demander si...

Tiens, au fait, il y a peu de temps, comme ça, on vous a demandé qui vous estimez le plus apte à gagner les prochaines élections présidentielles. Vous êtes Républicain de tradition, et vous habitez une grande ville du Nord-Est. Vous avez répondu Rockefeller, libéral de réputation, et bon administrateur. C'est ce que vous avez raconté le soir même à votre voisin, un arrière-petit-fils d'émigrant d'Europe Centrale qui, lui, est Démocrate. Il a participé l'autre dimanche à des élections primaires de l'Etat, et il a voté Mc Carthy : il en a plein le dos de la guerre du Vietnam ; il n'est pas très fier, d'abord, des exploits des « marines », et de plus il est patron d'industrie ; passé un certain stade, « coloniale » ou « impérialiste », une guerre ruineuse menée à plusieurs milliers de kilomètres de là, n'est pas bien rentable.

Il y a quelques semaines de cela, vous avez appris avec déplaisir que les bureaucrates du parti Républicain, nonobstant votre avis, qui rejoignait celui de la majorité de l'électorat du parti, a désigné Nixon. Et dimanche dernier, votre voisin, qui n'avait pas non plus le sentiment d'avoir voté d'une manière isolée pour Mc Carthy, a appris que ses bureaucrates à lui avaient plébiscité Humphrey.

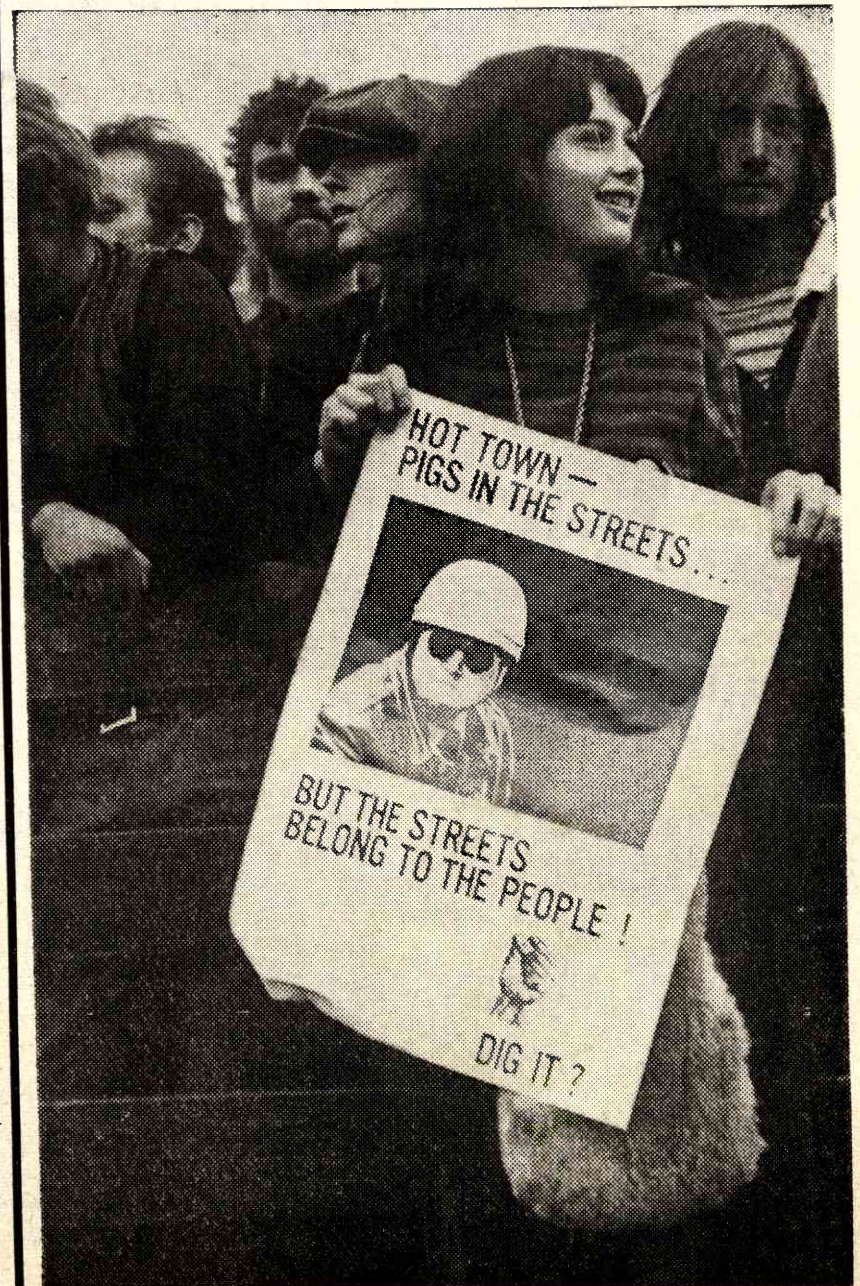
Tant pis pour les libéraux américains ! Ils devront avaler la couleuvre Nixon et la couleuvre Humphrey : un vieux réactionnaire malchanceux qui a su prononcer les cinq mots nécessaires pour rallier sans vergogne les pacifistes de son parti, et un arriviste falot, et renégat, marionnette bonasse d'un Johnson discrédité. Si vous voulez avoir une option sur ces élections, il ne vous reste plus qu'à redouter une victoire de Nixon, dont l'entourage est inquiétant quand il n'est pas médiocre. Et à méditer sur le « système » qui pour la première fois a été amené à violer ses propres règles « démocratiques ». Et à chercher

pourquoi les milieux industriels des grandes régions du Nord-Est souhaitent la fin de la guerre du Vietnam.

Car l'important est ailleurs. Les E.-U. sont aujourd'hui confrontés à une situation sinon révolutionnaire, du moins explosive. La guerre du Vietnam et la situation des Noirs n'en sont que les aspects les plus connus à l'étranger, ce ne sont pas les plus insolubles au moins à moyen terme. Mais c'est toute l'organisation intérieure des E.-U. qui est en crise : comment lutter contre la pauvreté ? Comment gérer les villes ? Quel est le statut de la police ? Quelle fonction est celle de l'Université ? Comment s'opposer à la bureaucratiation complète de l'Administration ?

A toutes ces questions, les forces politiques constituées sont bien incapables d'apporter un début de réponse. Les deux Partis, qui n'ont aucune autre activité que de préparer les différentes élections, ont des structures sclérosées, aucune discipline interne, et leurs « programmes » respectifs, difficilement distinguables, ont un contenu à peu près aussi précis que ce qui peut sortir d'un colloque de l'U.N.R.... Ils seront affaiblis l'un et l'autre par ces élections, mais la règle du bipartisme — qu'on nous propose en France comme un garant de clarté et de simplification politique ! — interdit de fait tout regroupement vraiment « engagé », par exemple des libéraux et de la « Nouvelle Gauche ».

C'est pourquoi les catégories de plus en plus nombreuses que le système opprime à un titre ou à un autre : les pauvres, les Noirs, une partie des Etudiants, n'ont plus d'espoir à mettre dans les institutions parlementaires du pays. C'est dans la rue que le combat se portera désormais de plus en plus. La manifestation de Chicago, réprimée comme on sait par les S.S. locaux, qui a salué l'investiture de Humphrey, apparaît comme un symbole parfaitement clair : il y a quelques années, l'opposition extra-parlementaire était considérée par les politologues bourgeois comme un phénomène propre aux pays économiquement et politiquement « sous-développés ». Aujourd'hui ces pays portent un nouveau nom : Chicago, Berlin, Rome, Tokyo, Paris... Le mouvement révolutionnaire, en France, doit prendre contact avec son homologue américain.



LES DONNÉES DE LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Tout le monde se prépare à la rentrée universitaire. L'enjeu qu'elle constitue n'échappe à personne : sans tomber dans l'erreur qui consisterait à n'envisager comme possibilité que la répétition du « scénario » de mai (l'histoire ne se déroule jamais de la même façon) le mouvement de mai a au moins clairement établi que l'Université est un champ de bataille essentiel au sein du mouvement politique général. Dans cette optique, la hantise du pouvoir est de se retrouver face à un mouvement de masse des étudiants et enseignants. C'est l'horizon qui détermine la politique du gouvernement en la matière, ses hésitations comme ses résolutions.

LES VESTIGES DE L'UNIVERSITÉ LIBÉRALE

Plusieurs articles accompagnés si possible d'un large débat, seront consacrés à la bataille universitaire. Aujourd'hui nous nous contentons de décrire la situation présente et de replacer dans ce contexte la politique suivie par le SNE-Sup.

Depuis deux mois environ, après « la tempête » et en vue de la rentrée, chacun fournit ses armes, du moins verbalement. Les forces en présence (même si ce qualificatif est beaucoup trop louangeux pour certains) commencent à se dégager. On trouve d'abord la droite ultra réactionnaire d'une partie notable du corps professoral. M. Deloffre, président de la section lettres du Syndicat autonome, en est le représentant attiré. Résolu à défendre

leurs privilèges féodaux, partisans résolus de l'autoritarisme le plus réactionnaire, ils ne représentent plus que les vestiges de l'Université libérale. Le mouvement de mai a contribué à les condamner historiquement et de Gaulle l'a très bien compris. Ils gardent cependant des alliés dans le pouvoir comme le montre l'existence de cet organisme singulier qu'est le C.D.R. de l'enseignement supérieur.

On trouve ensuite les réformistes de droite déclarés qui se manifestent principalement à travers ces « nouvelles » organisations (sic !) étudiantes que sont le M.U.R. (Mouvement Universitaire pour la Réforme), le Conseil étudiant de France, etc., etc. Ces enseignants ont fleuri dès que furent acquis le maintien du pouvoir et le déclenchement de la réaction. Les organisations ne sont représentatives que d'elles-mêmes c'est-à-dire de quelques individus, vieux routiers étudiants de droite qui ont pensé qu'il était temps de changer de parure et, qu'il était intéressant de jouer la réforme légitime contre le « désordre marxiste ».

En troisième lieu, il y a bien sûr le pouvoir et ses représentants universitaires essentiellement enseignants. Si le gouvernement comme force d'état, présente les deux faces d'un même visage, les hommes et les groupes eux, se répartissent en « libéraux » ou en réactionnaires déclarés.

Face à la droite deux forces sont en présence : l'avant-garde révolutionnaire et d'autre part la masse des étudiants et ensei-

gnants qui ont participé au mouvement de mai.

Cette masse, on peut la qualifier de « réformiste ouvert », de « progressiste », les étiquettes importent peu et en l'occurrence elles ne peuvent traduire sa spécificité. Ce qui est clair en revanche, c'est qu'elle constitue l'enjeu de la bataille universitaire. L'essentiel pour le pouvoir comme pour le mouvement n'est pas tant de savoir quelles sont les possibilités effectives d'une réforme de l'université, mais si le mouvement né en mai

ment à pratiquer (du moins provisoirement) sa politique « libérale ». Edgar Faure a (provisoirement) le dessus sur Marcellin et Poujade. D'où la libération de Krivine et de ses camarades, d'où le retrait des forces de police aux alentours des facultés, d'où enfin l'option ministérielle pour le droit (réglementé) au débat politique à l'université. Il est remarquable de voir qu'au même moment le pouvoir accentue la répression à l'O.R.T.F. C'est que, dans ce secteur, l'opposition fut finalement moins radicale, et

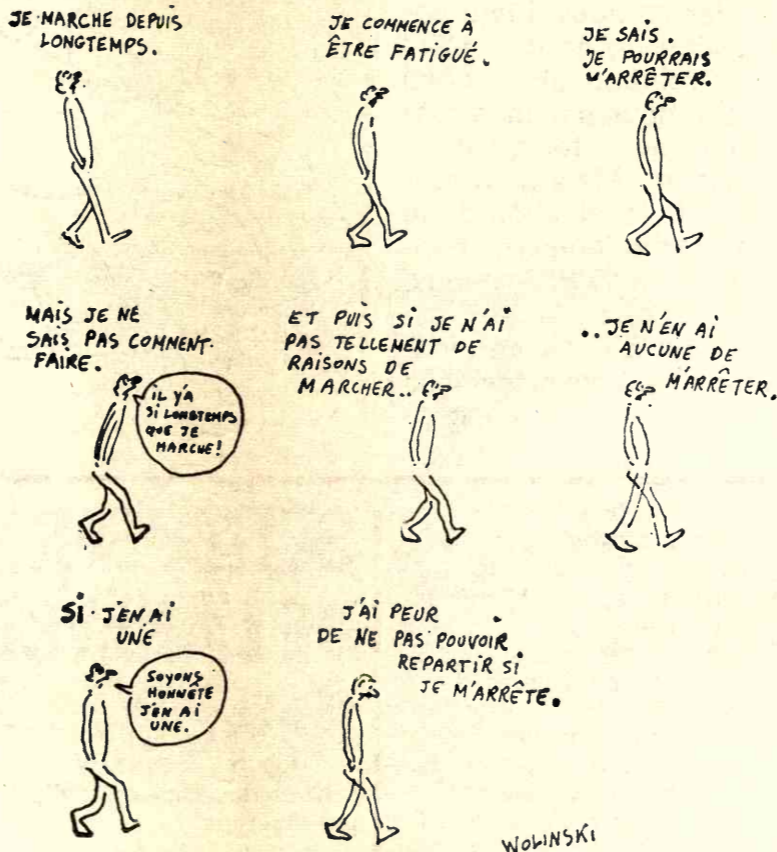
des commissions paritaires ou encore de l'abolition des privilèges féodaux.

L'autre aspect de la politique du SNE-Sup est de donner, à la faveur du débat de masse instauré en mai-juin dernier, leur pleine dimension politique aux réels problèmes universitaires autres que ceux, formels, de l'autonomie ou de l'autogestion. Ainsi le SNE-Sup entend réclamer que la loi d'orientation « reconnaisse la nécessité de l'unité des enseignements supérieurs dans le cadre des universités », en d'autres termes que des secteurs tels que l'enseignement agricole, la formation paramédicale (infirmières entre autres), les beaux-arts et l'architecture ne soient plus considérés comme des zones marginales et indignes de « l'Université ». Il entend aussi réclamer l'abolition de la hiérarchie enseignante et la fin de la collusion entre « gra-

de » et fonction, manifestations de l'autoritarisme bureaucratique de l'université.

LA QUESTION DE LA RÉPARTITION DES RÔLES

Le débat ne fait que commencer. L'une des questions importantes auxquelles le mouvement sera confronté sera sans doute la répartition des « rôles » entre les organisations syndicales ou représentatives (UNEF, SNE-Sup, CAL) et les comités d'actions et les groupes politiques. Mais il est certainement un fait acquis : le clivage entre ligne révolutionnaire et ligne réformiste n'est pas celui entre problèmes extra-universitaires et problèmes universitaires. La lutte de masse sur le front universitaire est au contraire l'une des conditions d'une lutte de masse des étudiants qui dépasse le cadre universitaire.



va conserver à l'université, son caractère de masse ou pas.

Accorder des libertés politiques « légales » dans les Facultés, c'est finalement un problème secondaire. Faire en sorte que les libertés politiques, accordées ou non, soient l'occasion d'un débat politique de masse et que du même coup, les facultés continuent, comme en mai, d'être l'une des bases d'un large mouvement d'opposition à la société capitaliste, tel est le véritable enjeu de la rentrée universitaire.

LA RÉPRESSION NE PAIE PAS

L'assemblée des comités d'action étudiants du 8 août et l'assemblée de la Fac. de Sciences du 3 septembre, qui ont réuni chacune plus de 1200 participants, ont montré qu'actuellement, le mouvement de mai n'était pas en passe de devenir minoritaire à l'université. La politique de répression menée par Marcellin ne paie pas.

C'est sans doute l'un des facteurs, qui ont décidé ces dernières semaines, le gouverne-

ment surtout le risque de réaction de masse y est beaucoup moins prévisible...

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la tactique suivie par le SNE-Sup. En acceptant de rencontrer Edgar Faure, les dirigeants du SNE-Sup savaient pouvoir compter sur les contradictions du pouvoir pris entre la nécessité de la répression et cette autre nécessité, de ne pas voir se renouveler une lame de fond qui paralyserait l'université. Ils savaient également que la politique d'Edgar Faure vise en retour à couper l'avant-garde du mouvement de l'ensemble des étudiants et enseignants engagés dans ce mouvement en mai. En ce sens l'attitude de leur politique est claire : il s'agit de saisir les concessions du pouvoir comme le signe de sa faiblesse politique et comme résultats de l'efficacité d'un mouvement de masse. Seule cette tactique (du moins en ce qui concerne les organisations syndicales ou « représentatives ») permet de tenir en échec les promesses du pouvoir qu'il ne pourra pas tenir si les étudiants et les enseignants dépassent leurs caractères formels : ainsi en est-il des libertés politiques comme



L'INFORMATION AU CARREFOUR DES LUTTES

On a vu à Prague l'importance de l'information radio-télévisée dans la lutte contre l'occupant. On l'avait déjà compris à Paris, sur les barricades, et déjà le gouvernement avait baillonné l'information. Il s'est agi ensuite de museler définitivement l'O.R.T.F. Le pouvoir a fait taire les journalistes, supprimé les magazines, appliqué la censure directe à tous les programmes.

On a vu aussi à Prague qu'une information à peu près libre ne peut être supportée par un régime autoritaire. Qu'il s'agisse de la bureaucratie soviétique ou du régime répressif que nous subissons, la radio et la télévision sont à la fois le principal instrument de propagande, c'est-à-dire de répression politique, et un des carrefours de la lutte révolutionnaire.

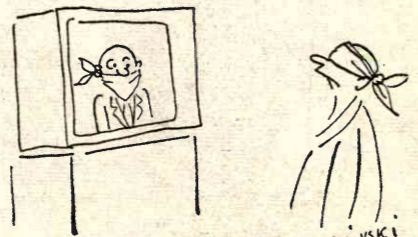
Mai-juin a vu naître à l'O.R.T.F. comme ailleurs un embryon de pouvoir parallèle. Comités de grève et comités d'action avaient en mains les leviers d'un système à moitié balayé. Là comme ailleurs la répression du gouvernement, d'une part, et surtout celle de la plupart des syndicats et du P.C., ont réussi à empêcher la création d'un réseau d'information indépendant.

Comment lutter dans les conditions actuelles contre la désinformation et la propagande qui font de l'O.R.T.F. l'exemple le plus évident d'une administration directe d'un service public par de Gaulle ? C'est en effet lui qui a décidé cas par cas les licenciements et les sanctions.

A l'intérieur les syndicats sont profondément affaiblis par la façon dont

ils ont récupéré, puis brisé la grève, avec des procédés très exactement calqués sur ceux du gouvernement : informations mensongères, menaces, votes forcés, voire truqués. Une organisation nouvelle est née de la grève, sur le modèle des comités d'action : Autonomie et Liberté. Ce groupe cherche à susciter des comités de base dans chaque centre O.R.T.F. et à relier leur combat au mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Il organise par exemple le mercredi 4 septembre à 19 h 30, 92, rue d'Assas, un meeting où sera présenté un contre-journal télévisé avec le concours de journalistes licenciés. Cette expérience est faite pour être reprise dans tout le pays par les Comités d'action d'après une formule très simple : écoute du J.T. gouvernemental, contre-information réunie par le C.A., débat-critique.

L'importance de cette forme de lutte



tient à ce que la grève de l'O.R.T.F. a été reléguée à l'origine au mouvement ouvrier plus qu'à la révolte des intellectuels. C'est l'occupation de Sud-Aviation qui a donné le véritable signal de la grève. C'est d'ailleurs de Renault et de Citroën que les grévistes se sentaient les plus proches. Il ne faut pas oublier qu'il y a quinze mille personnes à l'O.R.T.F., dont seulement quelques centaines de journalistes et de personnel dit « artistique », contre des milliers de techniciens, d'employés administratifs et d'ouvriers durement exploités.

C'est donc de la force du mouvement dans les usines et dans les entreprises que dépend une lutte efficace sur le plan de l'information.

ZAM SANS FLICS

Premier meeting de la rentrée : 1200 étudiants en sciences se sont revus dans un amphithéâtre de la Halle aux Vins libérée de ses flics. Ils ont affirmé ainsi leur volonté d'utiliser librement les locaux universitaires. La Commission Centrale Provisoire a appelé étudiants et enseignants à reformer immédiatement les comités de base nés en mai pour lutter contre la répression administrative. En effet, après les trois chercheurs de l'hôpital Broussais, plusieurs chercheurs ont été chassés sans motif des laboratoires qui dépendent de Zamansky.

LES DAMNÉS DE MARCELLIN

Si les militants de l'ex-I.C.R. étaient restés à la Santé, la politique d'Edgar Faure serait rapidement devenue intenable. Nous découvrons non sans plaisir que nous sommes la seule opposition avec qui de Gaulle a compté cet été. Mais comme toute décision du pouvoir, celle-ci cache un piège dans lequel n'ont pas manqué de tomber les chroniqueurs dits de gauche. Le gouvernement a fait la fallacieuse distinction entre accusés politiques et accusés de droit commun. Les « politiques » sont les bons, ceux qui se livrent à des activités militantes de type classique. On en fait aujourd'hui l'éloge de façon si comique qu'eux-mêmes avec tout le monde en rigolent beaucoup. Mainte-

nant que Daniel Cohn-Bendit est exilé, voici notre camarade Krivine sacré grand stratège de Mai. Ces bâties font oublier les autres emprisonnés qui encourrent des peines de droit commun ; eux sont les damnés. On les accuse d'avoir fragmenté des tissus tricolores, endommagé des bâtiments administratifs et outragé des agents. Si ces délits ne sont pas politiques, alors le mouvement de mai ne l'a pas été non plus. Il y a sans doute parmi nous des divergences de principes et de méthodes d'action. Cependant le mouvement de Mai est indivisible. Chaque style d'action y a trouvé sa place et les différents styles se sont inspirés mutuellement dans l'action commune. Nous sommes totalement solidaires des 14 emprisonnés arrêtés à Bordeaux, et de tous ceux qui se sont fait embarquer chaque samedi de juillet et d'août sur le boulevard Saint-Michel, parce qu'ils résistaient aux intimidations policières. Le gouvernement doit savoir ce qu'il risque à ne pas les libérer.

LES SUPERMARCHÉS DE LA CULTURE

Pour les contestataires d'Avignon il s'agissait de démontrer le mécanisme de la récupération culturelle de la bourgeoisie et l'impossibilité d'un festival réellement populaire dans une société de classes.

Il est évident que malgré les théories popularistes des organisateurs du Festival d'Avignon, des places à 5 F ne font pas un festival populaire ; il ne peut y avoir d'art populaire que si celui-ci descend dans la rue et sort du système du spectacle bourgeois.

Même si le créateur n'appartient pas à l'idéologie bourgeoise, par exemple Maurice Béjart, s'il accepte de s'insérer dans le système du spectacle est récupéré par la bourgeoisie et n'est plus offensif. Ces généralités se sont confirmées dans les faits.

Le Festival d'Avignon commença par une interdiction marginale, celle du théâtre du Chêne Noir. L'organisation du Festival ayant pris position en faveur du théâtre du Chêne Noir, l'entreprise de récupération se dévoila. En effet, Maurice Béjart demanda à la troupe de figurer dans un tableau de « La Messe pour le Temps Présent » et ce tableau fut applaudi par ceux-là mêmes qui approuvent la censure.

Par contre, le Living Theater, sortant du système traditionnel du spectacle, voulut communiquer directement avec la population, sans passer par l'intermédiaire de l'appareil bourgeois, c'est-à-dire l'organisation du festival. Il fut frappé d'interdit. En effet, le Living Theater ne pouvait jouer « Paradis Now » qu'à condition de faire payer les places et de ne jamais faire déborder le spectacle du cadre dans lequel on l'avait emprisonné.

Dès la première représentation, Julian Beck sort de ce schéma et veut ouvrir les portes du théâtre des Carmes. Il rencontre dès lors l'opposition de l'organisation qui l'avait invité et qui savait ce que comportait idéologiquement « Paradis Now ».

Donc ce qui est dangereux pour le système bourgeois n'est pas tant le contenu politique de la pièce que la transformation de celle-ci en une action politique directe. Sur cet interdit, on a vu l'organisation du Festival, en grande partie P.C.F., prendre les mêmes

positions que la bourgeoisie, c'est-à-dire dévoiler dans les faits que le Festival d'Avignon est du service de la récupération bourgeoise. Lors d'une manifestation organisée contre l'interdiction de « Paradis Now » devant le Palais des Papes, le service d'ordre du Festival s'est fait le complice tacite de la répression policière. Le processus de fascisation était entamé et le dernier jour du Festival on a vu ce même service d'ordre transformé en Comité d'Action Civique, pourchassant dans les rues les gauchistes.

La représentation la plus grotesque de la récupération bourgeoise a été l'aioli à gogo organisé par la mairie d'Avignon et une organisation qui avait mauvaise conscience. On a pu voir 20 000 personnes baissant de l'aioli pendant que Maurice Béjart dansait de l'art d'avant garde et populaire.

Autre entreprise de récupération politique, celle du P.S.U., par l'intermédiaire de Jacques Sauvageot qui, profitant de la présence des révolutionnaires, après une campagne publicitaire bien orchestrée, fit un cours magistral sur l'université alors qu'en Avignon la contestation culturelle était à l'ordre du jour.

Jean Villar et l'organisation du Festival avaient mis eux-mêmes la contestation à l'ordre du jour en intégrant dans le Festival. Pour ce faire, ils firent venir des membres de l'atelier populaire des Beaux-Arts et organisèrent la tribune libre du Verger.

Hélas pour l'organisation du Festival, la contestation est sortie du cadre qui lui était imposée pour rendre dans la rue et prendre un caractère offensif. Le Festival d'Avignon a démontré que seul le théâtre joué dans la rue est dangereux pour la bourgeoisie.

QUE FAIRE POUR ACTION ?

ABONNEZ-VOUS

Bulletin d'abonnement à renvoyer

à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

NOM Prénom

Adresse

(Prix : 15 F, par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.Sup. 7544-66 Paris en mentionnant « Abonnement ACTION ».)

SOUTENEZ ACTION

Adhérez au Comité de soutien d'ACTION
Action
52, rue Galande
Paris (5^e)

Le Comité de Soutien à ACTION engage la lutte contre la répression qui veut priver le mouvement de tous moyens d'expression. Il organise le soutien politique et financier à ACTION.

L'adhère au Comité de Soutien d'ACTION

NOM Prénom

Adresse

Je verse Francs au C.C.P. S.N.E.Sup. 7544-66 Paris, en mentionnant « Soutien à ACTION ».

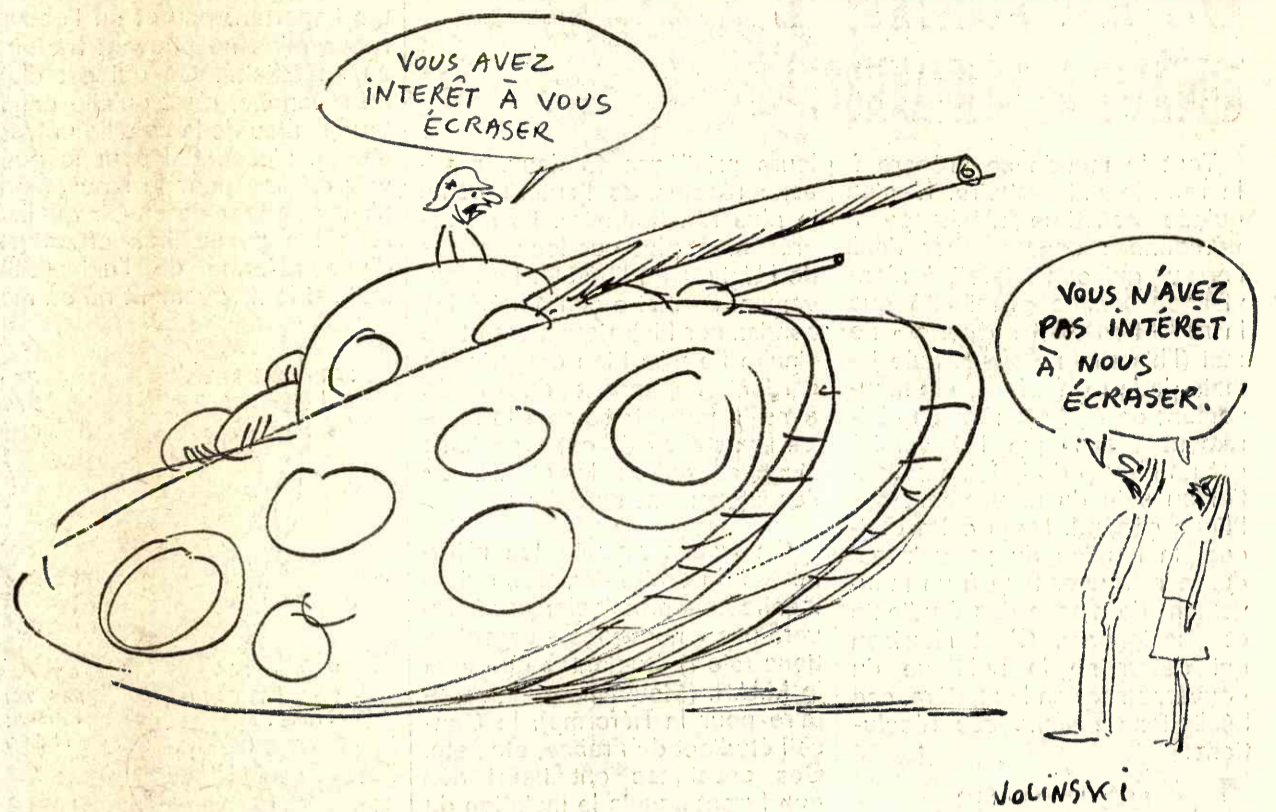
DIFFUSEZ ACTION

Permanence de la diffusion :
Action
52, rue Galande
Paris (5^e)

Article 20 de la loi du 29 juillet 1881 : « La distribution et le colportage accidentels (de journaux ou de livres) ne sont assujettis à aucune déclaration. » Cette loi est toujours valable.

PRAGUE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

L'intervention soviétique à Prague a fait définitivement voler en éclats la façade déjà fortement lézardée du Mouvement Communiste International. Le P.C.F. a reçu, à l'occasion, de ses partenaires social-démocrates un label de « ralliement à la démocratie ». Cette position ne signifie pas que ses déclarations aient un caractère « tactique ». Elles concrétisent et sanctionnent une évolution engagée depuis plusieurs années : celle qui fait de sa réintégration dans le jeu parlementaire français l'axe de la politique du P.C.F. Contre notre attente sentimentale, les réactions des pays révolutionnaires (Corée, Vietnam, Cuba) ont surpris. Comme on l'avait déjà vu à propos du mouvement de mai la difficulté de compréhension entre les forces révolutionnaires est le signe d'un mal plus profond. Aucun système de valeurs révolutionnaires n'est capable aujourd'hui de fonder un nouvel internationalisme. Dans cette situation difficile, il ne peut être question de se contenter de peser ce qui dans les prises de position des capitales révolutionnaires nous agréent plus ou moins, il faut aussi regarder dans quelle mesure nous sommes responsables de ce qui se passe à Prague. Récusant le « socialisme » tel qu'on le pratique à Moscou, les Tchèques se sont tournés vers l'Occident. Mais peut-être leurs objectifs auraient-ils été différents si au lieu d'y découvrir la fascination de la société de consommation ils y avaient trouvé un mouvement révolutionnaire adapté aux pays développés. Ce qui fait l'intérêt des prises de position du P.C. chinois à l'égard du mouvement de mai, comme à l'égard de la Tchécoslovaquie c'est qu'elles se situent dans le cadre d'une réflexion sur la Révolution à l'échelle mondiale. Ce que Mai a révélé, que les perspectives d'une révolution sont ouvertes dans les pays développés, il reste encore à le fonder dans une stratégie et une conception mondiale du socialisme.



LES TCHÈQUES NE POUVAIENT QU'ÊTRE BATTUS POURQUOI ?

« Depuis vingt ans nous n'avons pu nous exprimer aussi librement que nous l'avons fait au cours de ces derniers jours... peut-être ne pourrions-nous plus dire tout ce que nous pensons, mais nous ne dirons et n'écrirons jamais quoi que ce soit qui soit contraire à notre conscience. »

A cette phrase on mesure le seul gain que le peuple tchécoslovaque a pu obtenir dans un règlement de compte entre deux appareils qui ne s'entendaient plus sur la meilleure manière de le contenir dans l'impuissance. Entendons-nous : Ce communiqué provient d'un journaliste appartenant à l'appareil tchécoslovaque. Le peuple n'a guère eu l'occasion de s'exprimer clairement.

Mais l'appareil tchécoslovaque, grâce à ses journaux et son réseau de radios a utilisé à son profit le sentiment populaire. Les slogans ont été sélectionnés, et les manifestations dénoncées comme l'œuvre de provocateurs. Cependant, l'appareil tchécoslovaque s'est trouvé dans l'obligation de faire appel au peuple pour manifester la cohésion de la nation derrière les autorités légales en face de l'occupant.

A ce niveau bureaucratique, une certaine préparation à l'invasion a eu lieu pour mettre en place les équipes des émetteurs clandestins. Ce sont ces militants de base, ces journalistes, qui, étant en contact étroit avec le peuple, ont subi une évolution politique : ils ont fait l'apprentissage d'une conscience presque révolutionnaire. Jamais, même pendant la période du programme de démocratisation, ils n'ont été aussi libres. En effet, de janvier à août, la liberté d'expression ce fut essentiellement la liberté pour les journaux officiels d'harmoniser l'information avec les orientations politiques et économiques de la bureaucratie tchécoslovaque : vanter les valeurs occidentales, ne pas vexer les États-Unis ni l'Allemagne fédérale. Concrètement : présenter des excuses à l'ambassade américaine quand des étudiants brûlaient un drapeau yankee ou bien ironiser sur le « révolutionnarisme » cubain. Certes, il était également devenu possible d'acheter à Prague les œuvres de Marx, de Lenine et de Mao Tsé-Toung. Mais, en dehors des intellectuels, il n'y aurait personne, pensait-on, pour les lire. Seuls les Russes, qui ont connu une révolution, pouvaient avoir peur de ces possibilités de culture révolutionnaire.

Contre les chars soviétiques, une seule résistance était possible : celle du peuple armé. Mais les dirigeants tchécoslovaques n'y pouvaient faire appel étant donné la ligne politique qu'ils avaient suivie et leur style d'organisation. On ne peut

Cependant, très vite la résistance pas du tout passive s'organisait. Les radios se multipliaient, échappaient au repérage goniométrique et donnaient des renseignements sur les déplacements des troupes.

Cela suppose une très forte organisation populaire de renseignements. En effet, le téléphone ne fonctionnait pas.

Tous les soirs à Prague, il y avait des manifestations interdites et des échanges de coups de feu. L'organisation s'améliorait avec la vigueur des combats comme en témoigne le fait que les Russes ont occupé plusieurs hôpitaux. Les grèves ouvrières se multipliaient comme en témoignent les appels incessants à la reprise du travail.

La propagande à destination de l'occupant commençait à porter ses fruits. Il y eut plusieurs désertions et peut-être le dernier mot d'ordre de s'abstenir de discuter avec les soldats n'a pas été excellent. Enfin, le parti en l'absence des dirigeants, continuait à agir, des unités de l'armée tchèque commençaient à se battre, et les apparitions de francs-tireurs se faisaient plus nombreuses.

Aussi bien, Dubcek à Moscou ne pouvait que capituler pour éviter de se trouver à la tête d'un pays en guérilla. Ne voyant pas d'issue révolutionnaire, le peuple ne pouvait que manifester sa solidarité avec ses dirigeants. Mais cette solidarité commençait à avoir son prix. Il a fallu toutes les tristes manipulations du retour de Moscou pour désarmer le peuple. Mais désormais en Tchécoslovaquie des militants de base ont conscience qu'un choix est à faire entre la révolution et la capitulation.

QUI A PEUR DE LA RÉVOLUTION RUSSE ?

Nous refusons les explications pré-digérées,

— Celle des Américains : le communisme est diabolique ;

— Celle de De Gaulle : c'est parce que « Je » n'étais pas à Yalta ;

— Celle du P.C.F. : une simple « erreur » (après les « erreurs » de Staline, les « erreurs » de Krouchtchev — c'est trop pour un régime socialiste).

En envahissant la Tchécoslovaquie, les Russes savaient qu'ils prenaient une décision lourde de conséquences. Depuis dix ans, toute leur propagande faisait manœuvrer deux chevaux de bataille : la coexistence pacifique et la condamnation de la Chine par le mouvement communiste international. Un seul jour a suffi pour ramener à zéro ces mystifications ; chacun peut voir que la « coexistence » se réduit à justifier le partage du monde entre deux états impérialistes repressifs et policiers. Chacun peut voir aussi comment le parti russe conçoit l'unité du mouvement communiste, c'est l'unité du Maître et des esclaves.

Les Russes savaient qu'ils anéantissaient dix ans de patiente propagande, qu'ils seraient « désapprouvés » par les P.C. occidentaux. Ils savaient aussi qu'ils risquaient de faire triompher Nixon, d'accélérer une course aux armements qui leur

coûte plus cher qu'à leurs concurrents américains.

Pourtant ils ont choisi d'intervenir. Il fallait qu'à leurs yeux le danger soit immense et pressant. Quel est ce danger ? Il n'y a qu'une raison à tant de précipitation, c'est l'instinct de conservation. Si les dirigeants russes ont envoyé leurs chars à Prague c'est qu'ils craignaient pour leur propre peau. Ils craignent une contestation populaire et intellectuelle pouvant à terme provoquer la révolution en Russie.

La presse de « gauche » avance d'autres explications : l'obsession du danger allemand, le dogmatisme du Kremlin opposé au libéralisme de Prague, le risque de contagion dans les autres « démocraties populaires ». Certes, tous ces motifs peuvent servir de prétexte. Mais aucun d'eux n'explique la hâte des Russes (en Pologne ils ont pris leur temps pour reprendre en main les intellectuels ; en Hongrie ils ont accepté certaines réformes libérales). Moscou a voulu agir avant le congrès du Parti communiste tchèque (prévu pour le début de septembre) pour interdire deux décisions fondamentales, qu'aurait prises le congrès :

- 1) La liberté de la presse et de l'information ;
- 2) La liberté de discussion au sein du Parti (le « droit de tendances ») c'est-à-dire la possi-

bilité pour les minorités de formuler et de soutenir leurs opinions particulières : la majorité décidant de l'action menée par tous, dans le cadre de cette discipline chacun devait avoir le droit de défendre son idée du communisme.

C'est cela que la Tchécoslovaquie risquait d'exporter au-delà de ses frontières, jusqu'en Russie même. C'est cela que les dirigeants de Moscou ne peuvent à aucun prix admettre. Les mouvements de révolution populaire naissent dans le monde entier ; bon gré, mal gré, Prague servait de relai. L'U.R.S.S. a voulu interrompre la contagion et mettre le bloc soviétique en quarantaine.

La liberté de parole dans les masses et dans le parti serait la fin du régime « soviétique » actuel. Cela entraînerait un bouleversement beaucoup plus profond que celui qu'avait introduit Dubcek. Les masses populaires tchèques se seraient satisfaites de la liberté limitée qui leur était accordée. D'abord parce qu'elles ont encore, par tradition, une conception bourgeoise, parlementariste de la liberté. Ensuite parce qu'elles craignent la Russie et auraient accepté de limiter leurs revendications devant les menaces discrètes du Père Fouettard.

Mais en U.R.S.S. la liberté d'expression entraînerait une révolution politique. Aucune mystification parlementaire ne fait oublier l'expérience de la véritable liberté politique, celle des Soviets de 1905 et 1917. Aucune menace extérieure non plus ne saurait freiner le mouvement des masses, une fois éveillées : il y a beau temps que l'U.R.S.S. n'est plus une citadelle assiégée.

L'état russe actuel utilise trois appareils de répression : la bureaucratie administrative, l'armée et entre les deux, la police politique. C'est un état policier, qui se conduit comme tel. Mais ce n'est pas seulement un état policier, il a besoin d'une couverture révolutionnaire et marxiste qui le justifie aux yeux des masses populaires. C'est précisément pourquoi il ne peut accepter que son prestige idéologique soit mis en question si peu que ce soit.

Les tanks russes ont voulu écraser non pas le « modèle tchécoslovaque » du socialisme mais simplement la possibilité qu'on puisse poser la question d'un socialisme qui ne soit pas l'image que les maîtres de Moscou imposent pour justifier leur dictature. Seuls eux se donnent le droit de définir le socialisme, car toute possibilité de contestation les balaierait.

Les tanks russes à Prague tentent d'écraser toute possibilité de contestation révolutionnaire en Russie.

La répression à Prague appelle une réponse. Ce n'est pas la guerre froide qui solidifie les blocs, ni la politique gaulliste qui qualifie l'U.R.S.S. de « pilier de l'ordre » en Europe, ni la coexistence pacifique qui fait fraterniser toutes les forces de répression. C'est la révolution en Occident comme en Russie. L'une appuyant l'autre, qui libérera Prague.

Iraient-ils au Vietnam ?

